



Direction des Interventions Publiques
DIP/3 - JF/EB - Poste 531

Montpellier, le

Arrêté n° 87-I-3441

OBJET: Installations classées
dossier n° 87-272

le préfet, commissaire de la République
de la région Languedoc-Roussillon
et du département de l'Hérault,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des métaux ;
- VU ensemble la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application ;
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU la demande formulée par le président du Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères du Lodevois, en vue d'être autorisé à exploiter, à SOUMONT, lieu-dit "Mas d'Arnaud", une décharge d'ordures ménagères ;
- VU les plans des lieux ;
- VU l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis de l'hydrogéologue agréé ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 1985 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois, du jeudi 30 mai au vendredi 28 juin 1985 inclus, sur le territoire de la commune de SOUMONT, à l'égard de cette demande ;
- VU le procès-verbal d'enquête ;
- VU l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU l'avis du ministre de l'agriculture ;
- VU l'avis du délégué régional à l'architecture et à l'environnement ;
- VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- VU l'avis du directeur départemental de l'équipement ;

VU l'avis du directeur départemental du travail et de l'emploi ;
VU l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
VU l'avis du conseil municipal de SOUMONT ;
VU l'avis du conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du jeudi
30 juillet 1987 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault,

A R R E T E

ARTICLE 1.- Le président du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères du Lodévois, dont le siège social est à la mairie de LODEVE, est autorisé à exploiter, sous réserve des droits des tiers, une décharge d'ordures ménagères au lieu dit "le Mas d'Arnaud" sur le territoire de la commune de SOUMONT.

L'exploitation de cette décharge relève de la rubrique n° 322 B2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 2.- L'aménagement et l'exploitation de cette installation devront être effectués dans le respect des prescriptions annexées au présent arrêté et conformément aux plans déposés. L'exploitant devra se conformer par ailleurs, aux prescriptions édictées au titre III du Livre II du code du travail et textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, ainsi qu'aux prescriptions complémentaires que l'administration pourrait juger utile d'énoncer ultérieurement dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité, de la commodité du voisinage et des travailleurs, de la santé publique, de l'agriculture et de l'environnement.

ARTICLE 3.- L'installation sera équipée et exploitée conformément à l'instruction ministérielle du 21 juin 1976, de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules, engins de chantier et matériels divers utilisés dans l'installation devront être conformes à la réglementation en vigueur (décret du 18 avril 1969 pour les engins de chantier).

ARTICLE 4.- Le contrôle de la décharge sera assuré par le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, inspecteur des installations classées, et par le directeur départemental du travail et de l'emploi.

ARTICLE 5.- L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976

ARTICLE 6.- Toute adjonction à la décharge d'une autre installation classée, toute extension ou tout transfert sur un autre emplacement, devra faire l'objet au préalable d'une nouvelle demande d'autorisation auprès du préfet, commissaire de la République. Toute transformation dans l'état des lieux dans la nature des dépôts ou dans leur mode de déchargement ou d'élimination entraînant une modification notable des conditions imposées par le présent arrêté, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable.

ARTICLE 7.- En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant devra en faire la déclaration au préfet, commissaire de la République, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 8.- La présente autorisation pourra être retirée si l'installation cesse d'être exploitée pendant plus de deux années consécutives. S'il est mis fin définitivement à l'exploitation de la décharge, l'exploitant devra en informer le préfet, commissaire de la République, dans le mois suivant la date de l'arrêt de l'exploitation. L'exploitant sera tenu de remettre le site de la décharge dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

ARTICLE 9.- L'inobservation des prescriptions imposées par le présent arrêté et des dispositions légales applicables aux installations classées est susceptible d'entraîner le retrait de la présente autorisation, la suspension du fonctionnement, la fermeture de l'installation et la poursuite de son exploitant par les voies de droit, sans préjudice des sanctions pénales encourues.

ARTICLE 10.- Le présent arrêté sera immédiatement notifié au pétitionnaire dans la forme administrative, et une ampliation sera déposée en mairie de SOUMONT où elle pourra être consultée.

Un extrait de l'arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affichée à la mairie pendant une durée minimale d'un mois ; le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, à l'entrée de la décharge. Un avis sera inséré par les soins du préfet, commissaire de la République, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 11.- Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le sous-préfet, commissaire-adjoint de la République de l'arrondissement de LODEVE, le délégué régional de l'architecture et à l'environnement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental du travail et de l'emploi, le maire de SOUMONT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation de l'Arrêté dont
l'Original est conservé au
Registre des Arrêtés sous
le N° 87-I-3411

MONTPELLIER, le 30 octobre 1987

pour le préfet,
le secrétaire général

signé
Michel PIRAULT

Le Chef de Bureau

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ANNEXÉES À

A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 87-I. 344 du 30 octobre 1987

(Dossier n° 87-272)

AMENAGEMENTS

- 1°) L'installation devra être clôturée sur une hauteur minimale de 2 mètres et son accès devra être fermé par un portail, de façon à en empêcher l'accès à tout véhicule et à toute personne en dehors des heures d'ouverture.

Sur la périphérie de l'installation, la végétation sera maintenue autant que possible afin d'assurer la dissimulation du site de déchargement des déchets.

Des filets mobiles seront disposés en tant que de besoin autour de ce site afin de prévenir les vols d'éléments légers.

- 2°) Les accès et voies de circulation intérieures seront aménagés de façon à permettre une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Un dispositif de nettoyage des roues sera implanté à la sortie afin de préserver la propreté de la voirie extérieure.

- 3°) Un panneau en matériau résistant sera apposé à l'entrée de l'installation et portera de façon indélébile les indications suivantes :

- . nom de l'exploitant,
- . numéro et date de l'arrêté d'autorisation,
- . heures d'ouverture.

- 4°) a/ L'exploitant mettra en place un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement en provenance de l'amont du site d'atteindre la zone exploitée, conformément aux dispositions prévues dans le mémoire technique annexé.
- b/ Les eaux de ruissellement et de percolation provenant des casiers exploités seront recueillies dans un bassin étanche d'une capacité minimale de 200 mètres cubes et recyclées au moyen d'un dispositif d'aspersion sur les déchets.
- c/ La stabilité des digues sera réalisée et maintenue en permanence, conformément aux dispositions énoncées dans le mémoire technique et dans l'étude de risques annexés au dossier d'autorisation.

EXPLOITATION

- 5°) a- Le centre d'enfouissement du Mas d'Arnaud est autorisé à recevoir :

- . les ordures ménagères,
- . les déchets ménagers encombrants,
- . les déblais et gravats,
- . les déchets commerciaux, artisanaux ou industriels banals assimilables aux ordures ménagères,
- . les déchets d'origine agricole ne présentant pas de danger pour la santé humaine et l'environnement,
- . les pneumatiques,
- . les mâchefers, cendres et produits d'épuration, refroidis, résultant de l'incinération d'ordures ménagères,
- . les boues d'assainissement urbain

en provenance des communes adhérentes au SICTOM du LODEVOIS, à raison de 4.000 tonnes par an ; tout apport d'autres déchets, notamment de déchets hospitaliers contaminés, de déchets industriels ou agricoles polluants, d'hydrocarbures, de véhicules hors d'usage et, d'une façon générale, de déchets susceptibles de s'enflammer ou de provoquer des explosions ou des pollutions chimiques du sol ou des eaux, ou d'émettre des radiations, est interdit.

- b- Les déchets ne seront pas déversés sur un front d'avancement mais seront disposés en couches horizontales successives de façon à remplir chaque casier préalablement préparé, à partir du fond.

Un casier prêt à l'emploi sera disponible en permanence, le nombre de casiers exploités simultanément ne pouvant jamais être supérieur à deux.

Les déchets seront étalés et compactés le jour même ou au plus tard le lendemain de leur arrivée sur le site, au moyen d'un engin spécialisé.

Il sera procédé à un recouvrement des déchets compactés par une couche de terre d'environ 20 centimètres avant toute période de fermeture de la décharge d'une durée supérieure à 36 heures et dès qu'une couche de déchets compactés atteindra une épaisseur supérieure à 1 mètre.

CONTROLES

- 6°) 1/ L'exploitant vérifiera que les déchets arrivant sur la décharge sont explicitement autorisés par l'arrêté d'autorisation et il devra toujours être en mesure d'en justifier l'origine, la nature et les quantités.
- 2/ Un registre sera tenu à jour, de manière à y indiquer les apports exceptionnels (volume, origine, nom du transporteur) et les problèmes rencontrés dans l'exploitation de la décharge.

Les durées d'exploitation et la hauteur de déchets déposés dans chaque casier seront également indiquées dans ce registre, qui devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

INTERDICTIONS A AFFICHER

7°) Sont interdits :

- l'entrée sur la décharge de toute personne non habilitée ou autorisée par l'exploitant ,
- le brûlage de tout déchet,
- le chiffonnage et la récupération, sauf par l'exploitant lui-même, et dans la mesure où les procédés utilisés permettent de prévenir les risques liés à ces activités.

PREVENTION DES POLLUTIONS, AUTOSURVEILLANCE

- 8°) - 1/ Toutes dispositions seront prises pour que la hauteur d'eau dans les déchets en fond de décharge ne dépasse pas un mètre.
- 2/ Le dispositif de pompage et d'aspersion des lixiviats récupérés dans le bassin de 200 m³ devra être maintenu en permanence en bon état de fonctionnement et devra être déclenché automatiquement avant tout risque de débordement du bassin.
- 3/ Tout rejet d'eaux ayant été en contact avec les déchets à l'extérieur de l'installation est interdit en dehors des périodes de fortes pluies et toutes les mesures devront être prises pour que, lors de ces périodes, les rejets exceptionnels ne provoquent pas une élévation de la demande chimique en oxygène (DCO) supérieure à 20 mg/L dans le ruisseau, à l'aval du débouché des fossés de dérivation.
- 4/ En cas de dégagement de biogaz, toutes mesures devront être prises pour en effectuer l'élimination ou la récupération, de façon à assurer la sécurité, notamment des installations et activités pouvant exister aux environs de la décharge.
- 5/ La qualité de l'eau du puits d'alimentation du Mas d'Arnaud sera contrôlée, à la charge de l'exploitant, au moyen d'une analyse bactériologique et chimique (type II) par an, qui devra être transmise à l'inspecteur des installations classées. Une analyse témoin devra être effectuée avant la mise en exploitation de la décharge.

PREVENTION DES ACCIDENTS

9°) - 1. La prévention des incendies sera assurée au moyen :

- du compactage et du recouvrement des déchets,
- de la constitution, en permanence, d'une réserve de terre de recouvrement d'un volume suffisant,
- du maintien d'un volume d'eau suffisant dans le bassin de récupération des lixiviats,
- du maintien d'un espace débroussaillé de 20 m de large autour du ou des casiers en cours d'exploitation.

2. La stabilité des digues, talus et merlons devra être assurée en permanence et ces ouvrages devront être protégés des risques d'éboulement et d'érosion.

FIN D'EXPLOITATION

10°) a/ Un plan du site à l'achèvement des dépôts devra être présenté par l'exploitant à l'inspecteur des installations classées et soumis à l'avis des différents services concernés.

Il devra être mis en place une couverture de terre finale d'une épaisseur minimale de un mètre, avec une pente suffisante (3 % minimum) pour éviter la stagnation des eaux.

b/ Les mesures et contrôles prévus au 4°, 8° et 9° 2 ci-dessus, devront être maintenus après la fin de l'exploitation de la décharge par le SICTOM ou par son successeur. Leur importance et leur fréquence pourront être aménagées et réduites au cours du temps selon les résultats des observations effectuées sur le site. En particulier, le traitement des lixiviats et des gaz éventuels et la stabilité des dépôts devront être assurés.

c/ Les usages ultérieurs du site devront être compatibles avec la présence des déchets et les propriétaires successifs devront en être informés, éventuellement par l'établissement de servitudes.

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 87-I-344 du 30 octobre 1987
(dossier n° 87-272)

pour le préfet,
le secrétaire général,

signé

Michel PINAULDT